

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 5 SEPTEMBRE 2022**

| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15 | | |
|---|-------------|---------|
| QUORUM : 8 | | |
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 14 | 0 | 1 |
| OBJET DE LA DECISION | | |
| N° 22/512 | | |
| SIX-FOURS-LES-PLAGES - DESAFFECTATION ET DECLASSEMENT D'UNE PARCELLE DU DOMAINE PUBLIC - HAMEAU DE PICHON -CADASTREE SECTION AM N°1295 | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Christian SIMON.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/512

BUREAU DU 5 SEPTEMBRE 2022

**O B J E T : SIX-FOURS-LES-PLAGES - DESAFFECTATION ET
DECLASSEMENT D'UNE PARCELLE DU DOMAINE
PUBLIC - HAMEAU DE PICHON -CADASTREE
SECTION AM N°1295**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°20/07/1 du 15 juillet 2020 du Conseil Métropolitain portant
élection du Président de La Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au
Président de la Métropole et au Bureau Métropolitain,

VU le document d'arpentage du cabinet de géomètre SCHNEIDER établi le
12 décembre 2019,

VU l'article 2 de l'arrêté du permis de construire modificatif n° PC 083 129 17 0 0140M02 délivré à Monsieur Jean-Marc SAHUC le 21 avril 2020,

VU le courriel en date du 19 avril 2022 de Monsieur Jean-Marc SAHUC transmis au Service Foncier de la commune de Six-Fours-les-Plages demandant la régularisation de cession de la parcelle cadastrée section AM n°1295 d'une superficie de 17 m²,

CONSIDERANT que la parcelle cadastrée section AM n°1295 d'une superficie de 17m² n'est affectée à aucune utilité publique et que cette dernière est occupée et rattachée depuis plusieurs années à la parcelle cadastrée section AM n°61 appartenant à Monsieur Jean-Marc SAHUC,

CONSIDERANT qu'il convient de désaffecter et de déclasser la parcelle sise sur la commune de Six-Fours-les-Plages - Hameau de Pichon cadastrée section AM n°1295 d'une superficie de 17 m² du Domaine Public de la commune dans le cadre d'une régularisation de cession entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et Monsieur Jean-Marc SAHUC,

CONSIDERANT que cette procédure de désaffectation et de déclassement du domaine public ne nécessite pas d'enquête publique préalable conformément aux dispositions de l'article L141-3 du Code de la Voirie Routière,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la désaffectation de la parcelle sise sur la commune de Six-Fours-les-Plages - Hameau de Pichon, cadastrée section AM n°1295 d'une superficie de 17 m².

ARTICLE 3

DE PRONONCER le déclassement du domaine public de la parcelle sise sur la Commune de Six-Fours Les Plages - Hameau de Pichon, cadastrée section AM n°1295 d'une superficie de 17 m².

ARTICLE 4

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 5 septembre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

| | |
|------------|----|
| POUR | 14 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |





Mise en co-propriété Maison de Hameau Six Fours

Martine Sahuc A : service.foncier

19/04/2022 10:28

Historique

Ce message a été transféré.

Bonjour,

Nous sommes propriétaire d'une maison dans le hameau Pichon qui a été restructurée pour donner lieu à 4 appartements réalisés dans le cadre du permis de construire n° 0831291700140M01 du 25/04/2018, parcelle AM61.

Pour pouvoir céder ces appartements à nos enfants, le bien doit être mis en copropriété, des millièmes de copropriété doivent être définis.

Pour que cette démarche puisse être lancée, nous avons besoin de clarifier la situation de la partie construite en surplomb du passage communal sous le porche en bout de la rue Pichon. Nous devons également régulariser la rétro-cession des 17m² qui nous a été accordée au démarrage des travaux.

Je me tiens à votre disposition pour convenir d'un RDV à la mairie afin d'avancer sur ces différents sujets, vous pouvez me joindre au 06 69 58 07 60.

Cordialement

Jean-Marc SAHUC

70 rue Pichon

83140 Six Fours

Commune
SIX-FOURS-LES-PLACES (129)

Numéro d'ordre du document
d'arpentage : 8373 E

Document vérifié et numéroté le 20/12/2019

A Toulon

Par **Laetitia MIGLIACCIO**
Inspectrice
Signé

TOULON
171 avenue de Vert Coteau
CS 20127

83071 TOULON CEDEX
Téléphone : 04 94 03 95 01

cdif.toulon@dgfip.finances.gouv.fr

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3)
a été établi (1)

A - D'après les indications qu'ils ont fournies, effectuée sur le terrain,
B - En conformité d'un piquetage

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le 12/12/2019 par le géomètre a six tours

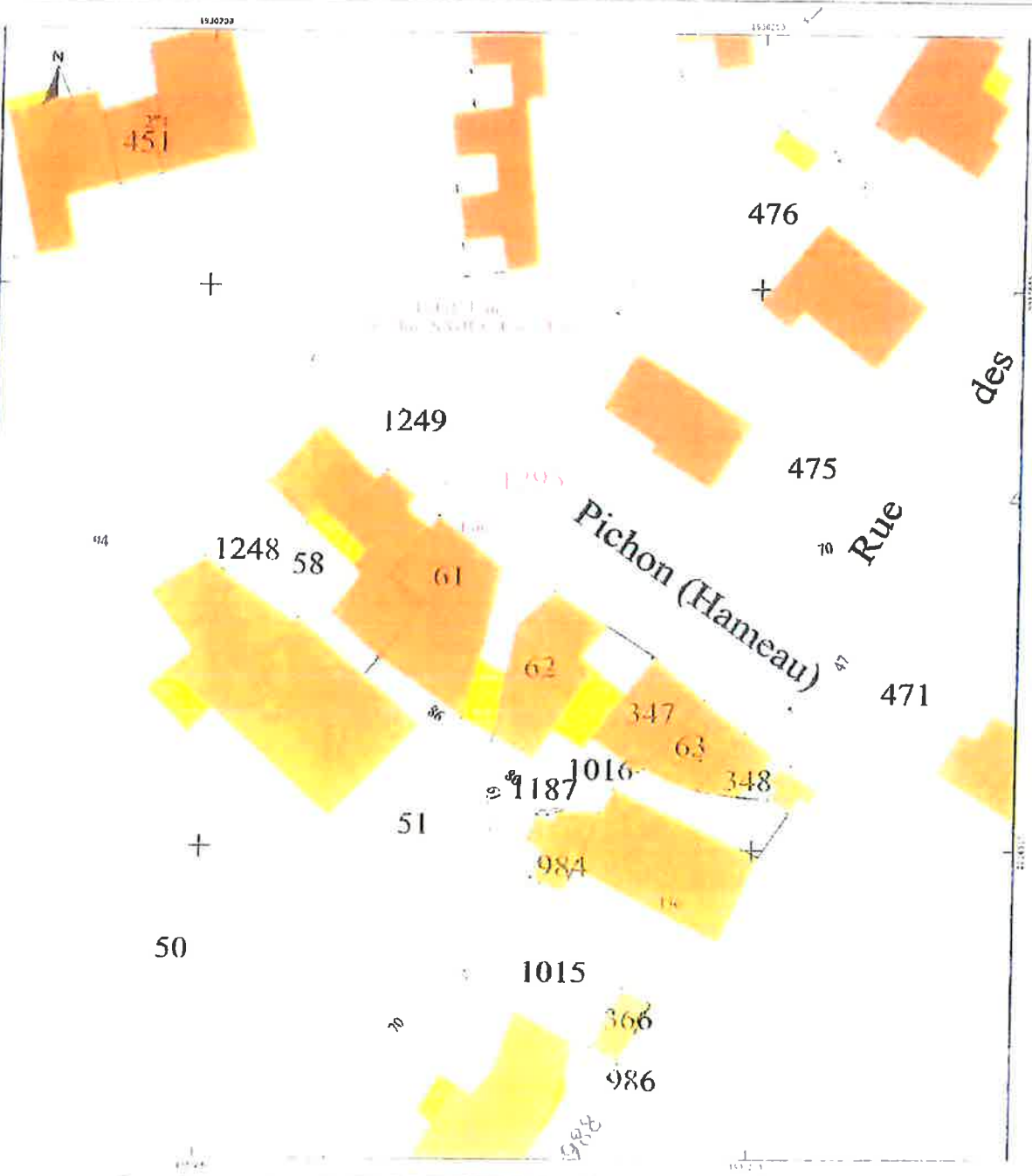
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la présente 6463.

444 S. MIGLIACCIO le 12/12/2019

Section AM
Feuille(s) 000 AM 01
Ordonné du plan Plan régulier avant
20/03/1980
Echelle d'origine 1/1000
Echelle d'édition 1/500
Date de l'édition 20/12/2019
Support numérique

D'après le document d'arpentage
dressé

Par **M Thierry SCHNEIDER** (2)



**MAIRIE DE
SIX FOURS LES PLAGES**

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

| | |
|--|--|
| Demande déposée le 28/02/2020 affichée en Mairie le 28/02/2020 | |
| Par : | Monsieur SAHUC Jean-Marc |
| Demeurant à : | 70 RUE PICHON 83140 SIX FOURS LES PLAGES |
| Sur un terrain sis à : | 86 RUE DE PICHON 83140 SIX FOURS LES PLAGES AM 61 et 1295 (141 m ²) |
| Nature des Travaux : | Extension de l'unité foncière de 17m ² . Modification de la hauteur de la façade Sud et du mur de la terrasse Sud. Modification de la clôture Nord. |

N° PC 083 129 17 00140 M02

Monsieur le Maire de la Ville de Six Fours les Plages

VU la demande de permis de construire modificatif susvisée,
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-I et suivants,
VU le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14351 en date du 10 avril 2015, modifié par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/03/91 en date du 27 mars 2018, mis en révision par délibération du Conseil Municipal n° 15093 en date du 08 novembre 2017 poursuivie par délibération du Conseil Métropolitain de Toulon Provence Méditerranée n° 18/02/14 en date du 13 février 2018,
VU la situation du terrain en zone UI du PLU approuvé susvisé,
VU l'arrêté Municipal n°2714 du 10 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature,
VU la Délibération du Conseil Municipal N°14467 du 30 juillet 2015 autorisant le principe de lancement d'une enquête publique préalable au déclassement d'emprises dépendant selon le cadastre du Domaine Public Communal occupées et rattachées aux propriétés voisines dans le Hameau Pichon entre le Rue Pichon et la Rue des Rossignols,
VU le Permis de Construire PC 083 129 17 00140 délivré à Monsieur SAHUC Jean-Marc en date du 12 février 2018, modifié le 25 avril 2019,

ARRETE

Article 1 : La modification du Permis de Construire susvisé est accordée pour le projet décrit dans la présente demande conformément aux plans, ci-annexés. Ledit permis est assorti des prescriptions et réserves énoncées aux articles, ci-après.

Article 2 : La présente autorisation ne porte pas modification du délai de validité du permis de construire initial dont les prescriptions demeurent applicables.

Il est rappelé que le projet nécessite la rétrocession par la Commune de la parcelle nouvellement cadastrée Section AM numéro 1295 (cf. Prescription Alignement, article 4 de l'arrêté du permis de construire initial).

Article 3 : PRESCRIPTIONS CLOTURE

Les enduits seront identiques à ceux de la construction principale et réalisés des deux côtés du muret.
Les grilles seront peintes.

Fait à Six Fours les Plages, le


Maire
Jusqu'à M. LE

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s):

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.
- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE:** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DURÉE DE VALIDITÉ:** L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS:** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES:** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du code des assurances.

- **SECURITE PISCINE:** Il est rappelé qu'en application de la loi du 03/01/03 modifiée et des articles R.128.0 à R.128.4 du code de la construction et de l'habitation, toutes les piscines construites ou installées à partir du 1^{er} janvier 2004 (hors établissements de natation et piscines surveillées par un maître nageur) doivent être pourvues de dispositifs de sécurité. Les normes applicables peuvent être recherchées auprès de l'AFNOR (www.afnor.fr).

- **ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES:** Il est rappelé au pétitionnaire son obligation de respecter l'arrêté du 30 septembre 2007 modifiant l'arrêté du 1^{er} août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-18 à R.111-18-7 du Code de la Construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction.

- **DECLARATION D'ACHEVEMENT DES TRAVAUX VALANT CONFORMITE:** Il est rappelé au pétitionnaire que cette déclaration doit être accompagnée d'un dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées en application de l'arrêté du 11 septembre 2007.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS:** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).* Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.